

# ***Adieu Tito, Bonjour Europe : La République de Macédoine face aux dilem- mes du passé communiste et de l'avenir euro- péen***

Tchavdar Marinov

*Docteur en histoire et sciences sociales, assistant au département de sociologie de l'Université de Sofia.*

Lorsqu'en septembre 1991, la république la plus méridionale de la Yougoslavie – la Macédoine – a proclamé son indépendance, peu de gens envisageaient sa situation actuelle dans le contexte international. Les pessimistes (et les optimistes-nationalistes dans les États voisins) prédisaient un effondrement rapide, la plupart des scénarios prévoyant le partage du nouvel État entre deux, trois ou quatre pays balkaniques existants. Pour l'instant ce n'est pas le cas, mais les développements actuels n'inspirent pas non plus un optimisme démesuré chez les défenseurs de l'intégrité de la République de Macédoine.

Dix-sept ans après son divorce avec Belgrade, elle fait toujours face à une série de problèmes concernant son adhésion, si désirée par les Macédoniens, aux institutions atlantiques et européennes. Entre-temps, la Grèce s'est opposée à toute reconnaissance internationale du nom constitutionnel de la République ex-yougoslave. En avril 2008, Athènes a bloqué son invitation à l'OTAN lors de la rencontre au sommet du pacte à Bucarest. Moins spectaculaire du point de vue médiatique, mais toujours virulente, la controverse sur l'identité nationale et la langue des Slaves macédoniens empoisonne périodiquement les relations entre Skopje et Sofia. Profitant de son statut récent de membre de l'Union européenne, la Bulgarie commence à menacer son voisin du sud-ouest d'une solidarité éven-

tuelle avec les demandes grecques tout en formulant ses propres exigences<sup>1</sup>. Le Patriarcat serbe refuse la reconnaissance d'une institution clé pour le nationalisme de l'ancien « petit frère » de Belgrade telle l'Église orthodoxe macédonienne. La Serbie attend encore la décision de la Macédoine au sujet de l'indépendance récemment proclamée du Kosovo, une question particulièrement sensible pour Skopje. Comme on le sait, l'année 2001 a été marquée par un conflit armé entre les forces policières et militaires de la république et des combattants de la minorité albanaise. Dès lors, de petits incidents se sont répétés tandis que les Albanais ethniques ont gagné une présence largement plus importante dans les autorités locales mais aussi centrales de l'État macédonien. Depuis septembre 2008, l'albanais est aussi langue de travail des commissions au sein du Parlement national (*Sobranie*).

### **La politique de la nostalgie**

Or, dans la bataille pour la survie et pour la reconnaissance internationale<sup>2</sup>, la République de Macédoine a été obligée de faire plusieurs compromis, parfois graves, avec certains de ses attributs nationaux établis. La situation internationale dramatique et les développements intérieurs inquiétants ravivent toujours, dans l'espace public macédonien, un discours de mémoire qui a surgi peu après l'indépendance et qu'on désigne le plus souvent comme *yougonostalgie* (*jugonostalgija*). Celle-ci existe aussi dans les autres républiques ex-yougoslaves mais elle n'a pas partout les mêmes formes<sup>3</sup>. En Macédoine, la yougonostalgie a, au moins, trois traits essentiels. C'est d'abord l'imagination d'une « sécurité » perdue sur le plan socio-économique et politique (on la retrouve dans bien d'autres pays ex-communistes). C'est aussi la représentation d'un isolement complet sur le plan international, à la différence de la « bonne » intégration au sein d'un cadre global à l'époque yougoslave (ce sentiment existant aussi en Serbie). C'est, enfin, une dimension « proprement macédonienne » : la peur d'avoir été privé d'une partie importante de la « dignité nationale ». Ce thème s'est accentué au lendemain des accords d'Ohrid (août 2001) qui ont tracé la voie vers la « bi-nationalisation » du pays. Beaucoup de Macédoniens diraient qu'ils ont perdu le statut de « maître

1. En 2007-2008, le ministre bulgare des affaires étrangères Ivaylo Kalfin a déclaré à plusieurs occasions que le soutien de Sofia pour l'intégration atlantique et européenne de la Macédoine « n'est pas inconditionnel » et que Skopje doit reconnaître certains « faits historiques ».

2. Sur cette question, on consultera John Shea, *Macedonia and Greece. The Struggle to Define a New Balkan Nation*, Jefferson and London, McFarland & Co., 1997 ; Hugh Poulton, *Who are the Macedonians?*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 2000.

3. Voir la comparaison des cas slovène et macédonien, proposée par Zala Volčič, « Spaces of Identities and Belonging: Narratives of Young Macedonian and Slovenian Intellectuals », Centre for Advanced Study – Sofia, 2005, accessible sur [www.cas.bg](http://www.cas.bg).

chez soi », le rôle de « propriétaire » de « leur » pays, en se transformant en une « communauté ethnique » simplement majoritaire (*mnozinska zaednica*)<sup>4</sup>.

De là apparaît ce paradoxe qui marque la période post-yougoslave en Macédoine : comme le soulignent certains analystes<sup>5</sup>, les Macédoniens n'ont pas une identité yougoslave capable de concurrencer leur auto-identification nationale. Mais, à présent, les générations qui se rappellent de la Yougoslavie titiste croient avoir beaucoup perdu dans sa dissolution. L'explication de ce paradoxe réside, à part les conditions politico-économiques actuelles, dans l'histoire même du nationalisme macédonien.

À la différence des cas slovène, serbe ou croate, la construction définitive de l'identité nationale *macédonienne*, telle qu'elle existe aujourd'hui, *coïncide* avec la construction communiste *yougoslave*. C'est seulement dans le cadre de la Yougoslavie de Tito que les Macédoniens ont été reconnus comme une nation à part entière et qu'une langue et une culture macédonienne modernes ont pu se développer. Les anciens communistes de l'Union sociale-démocrate (SDSM) et les historiens proches d'eux soulignent aussi que, grâce à Tito, les Macédoniens ont obtenu un État. Nier tous ces acquis, ne reviendrait-il pas à dire que les Macédoniens n'avaient pas vraiment besoin d'identité propre, distincte de celle des Bulgares ou des Serbes ? Sur le plan historique, les choses semblent d'autant plus compliquées par le fait que les mouvements politiques macédoniens avant la seconde guerre mondiale – telle la célèbre Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM) – ne partageaient pas forcément l'idée des communistes sur l'existence d'une (ethno-) nation macédonienne distincte.

À la différence de la Bulgarie, de la Serbie ou de la Croatie, dans la Macédoine actuelle, tout rejet de l'héritage communiste semble donc assimilable à une attaque contre une bonne partie de l'identité nationale même. L'interprétation historiographique dominante estime toujours que la période passée au sein de la fédération des « peuples frères » a été « une étape importante » (*značajna etapa*) du développement et même de « l'affirmation internationale » de l'État macédonien<sup>6</sup>. De ce point de vue, l'indépendance proclamée en 1991 représente plutôt une « continuation logique » de l'époque précédente et non son annulation. D'une façon paradoxale, le maintien du passé yougoslave s'avère décisif pour la souveraineté étatique actuelle. La yougonostalgie représente, de ce point de vue, non seulement un discours de mémoire ou un phénomène esthétique mais aussi un positionnement politique.

4. Voir, par exemple, l'entretien avec l'historienne Violeta Ačkoska dans la revue *Forum Magazin*, juillet 2004. En 2003, un sondage sociologique a attesté que 80 % des Macédoniens considéraient que leur niveau de vie en Yougoslavie était meilleur : Vasko Eftov, « Slatkiot vkus na minatoto », *Utrinski vesnik*, 30 juin 2003.

5. L'analyse de Hugh Poulton dans Dejan Djokić, *Yugoslavism: Histories of a Failed Idea, 1918-1992*, London, Hurst, 2003.

6. Ivan Katardžiev, *Makedonija sto godini po Ilindenskoto vostanie*, Skopje, Kultura, 2003, p. 431.

Cette « coïncidence » du passé et du présent a été appuyée, en mai 2005, par une initiative singulière provenant du président de la République. Chef de longue date de la SDSM, Branko Crvenkovski a suscité de vives controverses dans l'espace public par sa suggestion de construire un monument à Josip Broz Tito en plein centre de Skopje. L'occasion concrète était le 25<sup>e</sup> anniversaire de la mort du dirigeant communiste yougoslave. Crvenkovski considérait que la personnalité de Tito méritait un tel geste. Son initiative a provoqué l'enthousiasme des anciens combattants des détachements partisans communistes et de beaucoup d'autres Macédoniens regrettant la perte du « bien-être » yougoslave. À Bitola, deuxième ville du pays, sans attendre une autorisation de la municipalité, les vétérans de la seconde guerre mondiale ont érigé, dans la rue centrale, un buste de Tito, préparé à l'avance<sup>7</sup>.

Cependant, certains médias se sont interrogés sur l'opportunité de dresser un monument à quelqu'un qui n'était pas vraiment « Macédonien ethnique », et qui avait dirigé un État n'étant pas strictement « la Macédoine ». Ils ont proposé d'autres figures cruciales pour l'histoire du peuple macédonien, qui n'ont toujours pas bénéficié de monuments dans la capitale de la république<sup>8</sup>. Contrairement aux affirmations de Crvenkovski et des vétérans, les contestataires se sont référés aux années 1945-1991 comme à une période de « compromis » avec les valeurs nationales « proprement macédoniennes ». Ils considèrent, en particulier, que les communistes avaient abandonné l'idée d'une grande « Macédoine unie », comprenant les parties grecque et bulgare de la région historique, et que le sort du pays avait été dicté unilatéralement par Belgrade. La révision du passé communiste s'impose tout en ébranlant la légitimité des anciennes élites politiques. Mais la manière de réécrire l'histoire reste, dans le cas macédonien, loin d'être évidente.

### **Le révisionnisme historique macédonien**

Sans trop de risques, on peut dire que l'historiographie macédonienne post-yougoslave perpétue le récit et le style général de la production antérieure<sup>9</sup>. D'un côté, sous le communisme yougoslave, l'historiographie macédonienne avait, dès l'origine, un caractère éminemment nationaliste – elle s'assignait le but de soutenir la construction définitive de la nation macédonienne faisant passer la pureté doctrinaire marxiste-léniniste au second plan. D'un autre côté, à la diffé-

7. Lors de la commémoration de Tito en mai 2005, les médias de Skopje ont également informé que deux Macédoniens étaient les premiers à témoigner leur respect devant la tombe du dirigeant, située dans le quartier Dedinje de Belgrade. Les pèlerins en question avaient parcouru tout le chemin de la Macédoine à Belgrade à pied.

8. Tatjana Popovska, « Ima i Makedonci zaslužni kako Tito », *Dnevnik*, 10 mai 2005 ; Branko Geroski, « Pismo do drugarot Tito », *Dnevnik*, 21 mai 2005.

9. Cf. Ulf Brunnbauer, « History, Myths and the Nation in the Republic of Macedonia » dans Idem (éd.), *(Re)Writing History. Historiography in Southeast Europe after Socialism*, Münster, Lit-Verlag, 2004, p. 167, 199.

rence de la Bulgarie ou de la Serbie par exemple, la Macédoine ex-yougoslave ne dispose pas de tradition historiographique précommuniste dont les paradigmes et les auteurs classiques pourraient être ressuscités et servir d'inspiration dans la quête d'un récit « désidéologisé ». Pourtant, certains changements de thèmes et d'accents sont déjà bien visibles dans la production historiographique, à la veille de l'indépendance.

Les premiers remaniements du récit national concernaient particulièrement le passé le plus lointain et provenaient plutôt de la diaspora en Australie, en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Au cours de la période communiste yougoslave, l'historiographie macédonienne dominante avait manifesté un intérêt minime envers la Macédoine ancienne de Philippe II et d'Alexandre le Grand. Mais ces derniers sont justement les symboles qui avivent le plus la fierté nationale des émigrés<sup>10</sup>. Promu par ceux-ci, le mythe d'un lien ethno-génétique entre Macédoniens anciens et contemporains est apparu comme un imaginaire capable de mobiliser le soutien populaire pour un État dépourvu de sa légitimité préalable – celle du cadre de la grande Yougoslavie où six peuples proches jouissaient d'une « prospérité » commune. Simultanément, la référence à la grandeur de Philippe et d'Alexandre a permis de construire une identité exempte de sympathies aux voisins slaves qui nourrissaient des ambitions envers le territoire de la petite république.

Les opposants à cette continuité historique prétendue ne sont pas à trouver seulement à Athènes. Il est révélateur que, contrairement à la « vogue antique », le premier président de la République – Kiro Gligorov – ait soutenu l'idée que les Macédoniens d'aujourd'hui sont d'origine purement slave, leur désignation étant simplement dérivée de la région géographique. Aujourd'hui encore, beaucoup de personnes liées à l'ancienne direction politique ont une attitude méfiante et même ironique par rapport à l'idée des origines anciennes de leur nation<sup>11</sup>. Mais, dans le contexte de la désintégration de la Yougoslavie et en l'absence d'un récit concurrentiel puissant, on peut dire que les anciens Macédoniens se sont affirmés, entre-temps, comme partie intégrante de la vulgate historiographique<sup>12</sup>.

Cependant, la réécriture de l'histoire nationale ne s'est pas arrêtée là. À la fin des années 1980 déjà, le récit établi a été contesté par la réhabilitation de certaines figures historiques ayant le statut ambigu de fondateurs mais aussi de victimes du régime communiste yougoslave. Le personnage le plus embléma-

10. À ce sujet on consultera Loring Danforth, *The Macedonian Conflict. Ethnic Nationalism in a Transnational World*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

11. Cf. l'attitude à ce sujet de Denko Maleski, ancien ministre des affaires étrangères : « Poraka do EU: Dostoinstvo za Makedoncite », *Utrinski vesnik*, 3 février 2007.

12. À la différence de l'*Histoire du peuple macédonien*, publiée en 1969, la nouvelle édition académique en plusieurs volumes consacre une attention spéciale à ce sujet tenu pour sérieusement « sous-estimé » par rapport au Moyen Âge slave : voir Branko Panov (éd.), *Istorija na makedonskiot narod*, vol. 1, Skopje, INI, 2000.

tique de ce genre était Metodija Andonov-Čento : c'est le chef de l'Assemblée antifasciste de la Libération Nationale de la Macédoine (ASNOM), l'organisme demi-parlementaire et demi-gouvernemental qui a proclamé un État macédonien yougoslave en août 1944. Après 1945, Čento, connu pour son « autonomisme », a été écarté et mis en prison par la nouvelle direction à Skopje, fidèle sans réserve à Belgrade. Aujourd'hui, à la suite de sa réhabilitation historiographique, il est identifié comme le premier « président » macédonien et son image incarne un patriotisme exemplaire<sup>13</sup>. Les *informbirovci* – fonctionnaires communistes qui, après la rupture avec le Kominform en 1948, sont devenus opposants et victimes du régime titiste – étaient aussi rapidement introduits dans le récit historique<sup>14</sup>. Les historiens macédoniens ont également publié plusieurs documents sur des faits traditionnellement tus dans l'espace public comme la collectivisation des terres agricoles pendant les premières années du régime<sup>15</sup>. Certains se sont attaqués à la politisation de l'histoire sous le communisme yougoslave<sup>16</sup>.

Est-ce un processus « normal » et transnational de relecture du passé, une vague qui a secoué tous les autres pays de l'Est ? Certainement. Pourtant dans le contexte spécifique de la Macédoine, la mise en cause de l'interprétation canonique du passé récent peut évoluer dans une direction non désirée : vers une atteinte à l'identité nationale en tant que telle. La contestation du régime communiste mène facilement à la négation de celle-ci comme produit du régime de Tito et à la promotion du « passé bulgare » de la Macédoine : thèses traditionnellement soutenues par Sofia.

### **De la « re-bulgarisation » vers un « macédonisme » anticommuniste**

Pendant les années 1990, il y a eu quelques tentatives de ce genre. Le public macédonien a été particulièrement choqué par les écrits d'hommes politiques et d'intellectuels affiliés au parti anticommuniste et antiyougoslave – la VMRO-DPMNE dont la première partie de l'acronyme représente la version vernaculaire de la désignation ORIM. Ceux-ci se sont attaqués ouvertement aux fondements mêmes de l'historiographie officielle en se référant à l'identité bulgare des intel-

13. Sur Čento voir Fidanka Tanaskova, *Metodija Andonov-Čento*, Skopje, Nova Makedonija, 1990 ; *Čento i makedonskata državnost*, Skopje, MANU, 2004.

14. Il s'agit en particulier de Pavel Šatev et de Panko Brašnarov, activistes de l'aile gauche du mouvement révolutionnaire macédonien et fondateurs de la république macédonienne dans le cadre de la Yougoslavie : *Pavel Šatev: vreme - život - delo (1882-1951)*, Skopje, INI, 1996 ; Vera Veskovikj-Vangeli, *Dosie Brašnarov*, Skopje, Magor, 2003.

15. Voir les recherches de Violeta Ačkoska *Zadruugarstvoto i agrarnata politika 1945-1955 godina*, Skopje, INI, 1994 ; Idem, *Zadolžitelniot otkup vo Makedonija 1945-1953 godina*, Skopje, INI, 1995 ; Idem, *Agrarno-sopstveničkite odnosi, promeni i procesi vo Makedonija, 1944-1953*, Skopje, INI, 1998.

16. Zoran Todorovski, « Makedonskata istoriografija i politikata (aktuelni refleksii vo makedonskiot pluralistički sistem) » et Violeta Ačkoska, « Politikata i istoriografijata 1944-1998 » dans *Makedonskata istoriska nauka – dostignuvanja i problemi*, Skopje, INI, 2001.

lectuels et des révolutionnaires macédoniens du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. Même Ljubčo Georgievski, chef de la VMRO-DPMNE et Premier ministre de la Macédoine entre 1998 et 2002, a consenti à l'interprétation historique des académiciens de Sofia regardant les Macédoniens d'aujourd'hui comme descendants de Bulgares ethniques, « dénationalisés » par le régime titiste<sup>18</sup>.

Le champ historique a aussi connu des dissensions concernant les points contentieux avec la Bulgarie. L'historien Stojan Kiselinovski a secoué les milieux académiques avec deux dictionnaires d'histoire nationale où il a inclus des articles sur de nombreux nationalistes bulgares du XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle, tout en sous-estimant la contribution de figures centrales dans la construction de l'État, de la langue et de la culture macédonienne contemporaine<sup>19</sup>. Zoran Todorovski, le chef actuel des Archives nationales à Skopje, s'est également infligé l'accusation d'avoir voulu « bulgariser » l'histoire macédonienne. En 1997, il a publié une monographie qui essaie d'inclure l'ORIM de l'Entre-deux-guerres dans le récit national macédonien, bien que, à Skopje, cette organisation soit regardée comme « fasciste » et pro-bulgare<sup>20</sup>. Qui plus est, en 2005, sous les auspices du parti VMRO-DPMNE a été édité et présenté officiellement un recueil d'écrits du chef de l'ORIM historique Todor Aleksandrov<sup>21</sup>. Les promoteurs du livre, parmi lesquels Todorovski, ont indiqué, en public, l'importance historique « énorme » du « dernier roi des montagnes<sup>22</sup> ». La lutte d'Aleksandrov pour la « cause bulgare » a été simultanément dénoncée par la plupart des historiens établis<sup>23</sup>.

Or, ces polémiques indiquent un fait d'importance : la Macédoine actuelle n'a pas de tradition politique de *droite*. Les Macédoniens qui se considèrent comme une nation distincte n'ont pas leurs *tchetniks* comme les Serbes ou leurs *oustachis* comme les Croates. C'est dire qu'ils ne disposent pas de références historiques récentes qui pourraient concurrencer, dans le panthéon national, la tradition de gauche – en particulier le rôle des partisans communistes, les véritables créateurs de la Macédoine contemporaine. Toute révision du passé récent qui essaie de va-

17. Dimitar Dimitrov, *Imeto i umot*, Skopje, Naše delo, 1999. Mladen Srbinovski, *Obedi ništovnost*, Skopje, Naše delo, 1999. Cf. les articles disponibles sur <http://knigite.abv.bg/ab/index.html>, <http://knigite.abv.bg/md/index.html>.

18. Ljubčo Georgievski, *Koj so kogo kje se pomiruva*, Skopje (pas d'année). Suffit-il de dire que Georgievski a enfin sollicité la nationalité bulgare et l'a obtenue, en 2006.

19. Stojan Kiselinovski et al., *Makedonski istoriski rečnik*, Skopje, INI, 2000; Stojan Kiselinovski, *Makedonski deji (XX-ti vek)*, Skopje, Makavej, 2002. Sur les scandales autour du premier dictionnaire – voir Christian Voss, « Sprach- und Geschichtsrevision in Makedonien », *Osteuropa* 51, 2001. Cf. la critique au sujet du second dictionnaire, adressée par Novica Veljanovski, ancien chef de l'Institut d'histoire nationale à Skopje : « 'Objektiviziranje' na Stojan Kiselinovski », *Utrinski vesnik*, 27 janvier 2003, « Kiselinovski gi politizira istoriskite ličnosti », *Utrinski vesnik*, 28 janvier 2003.

20. Zoran Todorovski, *Vnutrešna makedonska revolucionerna organizacija 1924-1934*, Skopje, Robz, 1997.

21. Todor Aleksandrov, *Sè za Makedonija. Dokumenti 1919-1924*, Skopje, 2005.

22. Viktor Cvetanoski, « Aleksandrov izednačen so Goce Delčev », *Utrinski vesnik*, 18 juin 2005.

23. Marija Pandevska, « Todor Aleksandrov se boreše za bugarskata kauza », *Utrinski vesnik*, 18 juin 2005.



loriser l'ORIM et de mettre en doute les « apports patriotiques » du régime titiste est inévitablement associée à une subversion pro-bulgare de l'histoire nationale. Les précédents de ce genre viennent confirmer des pronostics comme celui de Stefan Troebst considérant que l'historiographie macédonienne pourrait prendre la forme d'une « histoire des Bulgares macédoniens » ou au contraire d'une « histoire de la Serbie du Sud », selon les évolutions politiques à venir<sup>24</sup>.

Mais certains aspects, pour l'instant, remettent en cause ou, au moins, sursoient à la réalisation de ce scénario. En fait, aujourd'hui de plus en plus, le révisionnisme historiographique à Skopje s'assigne l'objectif de *raffermir* l'identité macédonienne. Dans leurs publications récentes, les historiens révisionnistes comme Zoran Todorovski considèrent que la droite macédonienne de l'époque de l'Entre-deux-guerres et l'opposition anticommuniste après 1944 étaient tout autant « macédoniennes », sinon plus, que les communistes qui ont fondé la République yougoslave<sup>25</sup>. La répression des « dissidents » antiyougoslaves fait actuellement l'objet de publications censées démontrer leur « patriotisme macédonien », contrairement aux accusations traditionnelles de pro-bulgarisme. Des victimes de l'ancien régime publient leurs autobiographies où ils essaient de s'acquitter de toute charge de trahison nationale et, ainsi, de gagner un capital symbolique exceptionnel aux yeux du nouveau public de la Macédoine indépendante<sup>26</sup>. En général, on peut parler d'un échec de la tendance pro-bulgare des années 1990, dont l'explication est certainement complexe.

D'un côté, la contestation bulgare de l'identité et de la langue nationale du nouvel État a largement compromis toute sympathie particulière envers Sofia. On peut seulement méditer sur la question de savoir si une position plus équilibrée et moins agressive des cercles politiques et académiques bulgares n'aurait pas été plus adéquate à l'objectif de Sofia : la « résurrection » du nationalisme bulgare en Macédoine. D'un autre côté, le caractère « patriotique macédonien » du révisionnisme historique à Skopje a été largement renforcé par le défi intérieur : les revendications politiques des partis albanais. Le conflit de 2001 peut être vu comme *terminus post quem* les tentatives de réécrire l'histoire contemporaine de

24. Stefan Troebst, « Geschichtspolitik und historische 'Meistererzählungen' in Makedonien vor und nach 1991 » dans Idem, *Das makedonische Jahrhundert. Von den Anfängen der nationalrevolutionären Bewegung zum Abkommen von Ohrid 1893-2001*, München, Oldenbourg, 2007. Cf. Idem, « IMRO+100=FYROM? The Politics of Macedonian Historiography », Ibid. Voir aussi l'article de Ulf Brunnbauer, « 'Pro-Serbian' vs. 'Pro-Bulgarians' : Revisionism in Post-Socialist Macedonian Historiography », *History Compass*, vol. 3, 2005/1.

25. Voir l'entretien avec Zoran Todorovski, « Ušte robuvame na starite podelbi », *Tribune*, www.tribune.eu.com.

26. Cf. Stojan Risteski, *Sudeni za Makedonija (1945-1983)*, Skopje, 1993; Gligor Krsteski, *Otpori i progoni, 1946-1950*, Skopje, Matica makedonska, 1994; Eftim Gašev, *Našata kauza*, Skopje, 1995. Voir aussi les interviews de Ivica Anteski, « Četvrtinkata od kilimot na Vera Aceva », *Forum Plus*, avril 2006, et la monographie de Violeta Ačkoska, Nikola Žežov, *Represijata i represiranite vo najnovata makedonska istorija*, Skopje, Makavej, 2006.



la Macédoine ex-yougoslave sont devenues largement plus « macédonistes » et moins pro-bulgares.

### **Le conflit des mémoires du communisme**

La révision du passé communiste représente, entre autres, une ressource de légitimation. Au moins, c'est la manière dont elle a été perçue par les nouvelles élites qui essaient d'assurer leur propre place dans la vie politique du pays mais aussi de justifier sa place en « nouvelle Europe ». Pour ce faire, des cercles de différents partis politiques – de la VMRO-DPMNE mais également, si surprenant que cela puisse paraître, de la SDSM – ont adopté une certaine mémoire anticommuniste semblable à celle d'autres pays de l'Est, entre-temps, acceptés à l'OTAN et à l'Union européenne.

En automne 2005, le gouvernement de Vlado Bučkovski – un cabinet pourtant de la SDSM – a décidé de récompenser les « opprimés » (*progonuvani*) par le régime communiste yougoslave. Il s'agit de personnes ayant souffert à cause d'une activité nationaliste visant à l'indépendance de la Macédoine par rapport à Belgrade. L'acte du gouvernement octroyait une légitimité sans précédent à un discours du passé récent, promu par ceux qui sont, désormais, désignés comme « condamnés pour une Macédoine indépendante et unie » (*osudenici za samostojna i obedineta Makedonija*).

Cette nouvelle politique de la mémoire est inspirée sûrement par la « perspective européenne ». En 1996 déjà, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (dont la République de Macédoine est membre depuis 1995) a voté une résolution sur le « démantèlement » de « l'héritage des anciens systèmes totalitaires communistes ». Dix ans plus tard, en janvier 2006, le même organisme a condamné les « crimes des régimes communistes totalitaires »<sup>27</sup>. Aussitôt, en avril 2006, le Parlement macédonien a adopté une déclaration « d'excuse aux victimes du communisme »<sup>28</sup>. À la fin de la même année, le chef du Parti libéral de la Macédoine (LP) Stojan Andov a introduit un projet de loi de lustration.

Selon celui-ci, les anciens informateurs de la police politique de l'époque communiste yougoslave seront exclus d'une série de postes publics. Modelé selon l'exemple de lois similaires en Europe de l'Est, le projet était en fait élaboré dans le secteur ONG. Il est le produit du programme *Disclosing hidden history: Lustration in the Western Balkans* développé entre 2004 et 2006 par le Centre de démocratie et de réconciliation en Europe du Sud-Est<sup>29</sup>. La loi a été enfin promulguée

27. Voir <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta06/Eres1481.htm>.

28. Selon l'historien révisionniste Zoran Todorovski, ceux-ci sont environ 50 000 personnes : Zoran Todorovski, « Humanosta na makedonskiot komunizam », *Utrinski vesnik*, 2 février 2006.

29. Cf. <http://www.lustration.net>. Ce programme a été financé par l'UE, USAID, le Balkan Trust for Democracy (un projet du German Marshall Fund) et impliquait plusieurs ONG des Balkans de l'Ouest.

en janvier 2008 avec un consensus surprenant : 73 députés sur 73 ont voté pour. Encouragé par le vote, Andov anticipe déjà la loi suivante – pour la réhabilitation de toutes les victimes de l'ancien régime. Et, bien entendu, il s'est référé à l'importance d'une telle législation pour le processus d'intégration de la Macédoine à l'OTAN et à l'UE<sup>30</sup>. La construction d'une nouvelle mémoire officielle du passé communiste est ainsi supposée être une condition nécessaire de l'incorporation du pays dans un contexte global désiré.

Mais, aux yeux de nombre de Macédoniens, la révision de l'époque communiste yougoslave ne fait pas forcément preuve d'une conformité avec l'identité nationale en tant que telle. Après s'être réjouis de la résurrection de la mémoire de Tito, les anciens combattants communistes ont vu, dans le geste du gouvernement de Bučkovski, une reconnaissance scandaleuse de leurs propres adversaires. Pour les vétérans de la seconde guerre mondiale, l'activité des « condamnés pour une Macédoine indépendante et unie » est, à bien des égards, suspecte : ils avaient été souvent jugés comme pro-bulgares, collaborateurs avec l'« occupant fasciste » ou bien comme agents de l'ORIM. Les choses semblent d'autant plus délicates que ces derniers étaient poursuivis par les anciens partisans qui avaient occupé, après 1944, de hautes fonctions au sein de l'appareil administratif et policier yougoslave. Ceux-ci font face à la réhabilitation de leurs victimes et acceptent mal d'être mis sur le même plan symbolique que les anciens « traîtres ».

À la suite de quoi, les médias macédoniens se sont transformés en champ de lutte entre les emprisonnés politiques de l'époque titiste et les ex-partisans communistes<sup>31</sup>. Les combattants de Tito demandaient pour quelle Macédoine avaient lutté leurs adversaires puisque la Yougoslavie fédérative socialiste avait été le cadre de reconnaissance pour la nation, la langue et la culture macédonienne. Ils révélaient au public des faits compromettants pour certains des adeptes de la Macédoine « indépendante et unie » : leur opposition aux partisans macédoniens au cours de la seconde guerre mondiale et aussi leur engagement dans la cause nationaliste bulgare. Tout cela jetait sur les « dissidents » nouvellement proclamés le soupçon qu'il s'agissait d'individus payés par Sofia ne méritant pas de la nationalité macédonienne. Thèse davantage confirmée par le fait que les polémistes historiques de Sofia, en général, considèrent tous ces emprisonnés politiques de l'époque yougoslave comme des « patriotes bulgares<sup>32</sup> ».

30. Voir l'entretien avec Stojan Andov, « Na red e zakon za rehabilitacija », *Dnevnik*, 26 janvier 2008.

31. Eftim Gašev, « Fakti, fakti, a ne zborovi », *Utrinski vesnik*, 29 septembre 2005 ; Gavro Panovski, « I fakti, no i zborovi ! », *Utrinski vesnik*, 7 octobre 2005 ; Ilija Josifovski, « Za neкои istoriski kontroverzii », *Utrinski vesnik*, 8 octobre 2005 ; Todor Atanasovski, « Neistoričnost i maroderstvo », *Utrinski vesnik*, 12 octobre 2005 ; Eftim Gašev, « Mnogu rekovte – ništo ne kažavte ! », *Utrinski vesnik*, 17 octobre 2005 ; Gavro Panovski, « Kameleons-tvo?! », *Utrinski vesnik*, 7 novembre 2005 ; Eftim Gašev, « Kodošlak », *Utrinski vesnik*, 16 novembre 2005.

32. Voir, par exemple, l'ouvrage volumineux de Kosta Čarnušanov, *Makedonizmât i sâprotivata na Makedonija sreštu nego*, Sofia, Universitetsko izdatelstvo, 1992.

Mais, la nouvelle mémoire du communisme yougoslave essaie d'être « patriotiquement correcte ». La plupart des « dissidents » anticommunistes font, aujourd'hui, preuve d'une rhétorique aussi bien antiyougoslave qu'anti-bulgare. Les victimes des représailles titistes rejettent résolument toute inculpation de « trahison nationale » et déclarent que seule « la cause de la Macédoine » les inspirait. Stojan Andov, l'initiateur de la lustration, a aussi confirmé que les victimes du régime communiste yougoslave ont été stigmatisées à tort comme pro-bulgares : ces gens se sentaient « purement Macédoniens de nationalité ». De même, il a expliqué que personne ne devrait remettre en question la valeur de « l'épopée glorieuse de la guerre antifasciste en Macédoine ».

Enfin, ces polémiques sur le passé récent ont confronté deux articulations divergentes de l'« Être macédonien » d'aujourd'hui. La première, jusque-là dominante, ne discerne pas l'appartenance yougoslave de l'appartenance macédonienne en se référant au rôle crucial de la Yougoslavie titiste pour le développement de la nation macédonienne. Mais, comme certains critiques l'ont remarqué, la mise en valeur exceptionnelle du passé yougoslave rappelle trop les interprétations critiques, grecques et bulgares, selon lesquelles les Macédoniens actuels sont des « zombies » de Tito<sup>33</sup>. Ainsi, les vétérans communistes ont été pris dans un piège terrible : au lieu d'être des champions du « macédonisme », ils ne feraient que fournir davantage d'arguments aux voisins malveillants de la jeune république.

Les adeptes de la seconde articulation du patriotisme macédonien ont un avantage double : d'un côté, l'anticommunisme rend leur discours de mémoire plus « européen » dans la mesure où l'appartenance désirée à l'Occident est comprise comme rejet du passé « non démocratique ». D'un autre côté, les anticommunistes peuvent prétendre s'être émancipés de la tutelle des nations voisines et contrecarrer l'idée que l'identité nationale macédonienne ne représente qu'un produit fabriqué à Belgrade.

Malgré cela, cette nouvelle représentation du passé entraîne toujours des soupçons d'« antimacédonisme ». Les anciens partisans de Tito posent aux « condamnés pour une Macédoine indépendante et unie » une question assez difficile : où se situaient-ils pendant l'occupation bulgare ? Dans la mesure où, avant l'arrivée du régime communiste yougoslave, l'identité nationale macédonienne n'était pas reconnue par les régimes précédents, elle s'est déployée *grâce à* et non *malgré* la Yougoslavie. On voit là à quel point il est toujours difficile de construire une articulation de *droite* de l'histoire, de la mémoire et de l'identité nationale macédonienne. Pourtant la nostalgie du « bien-être » du communisme yougoslave s'avère de plus en plus anachronique pour un pays aspirant au « bien-être » occidental de l'intégration européenne.

33. Cf. la réaction d'Antonio Milošoski, aujourd'hui ministre des affaires étrangères de la Macédoine : « Republika Makedonija (vo zagrada) – Tito », *Utrinski vesnik*, 4 juin 2005.

## Entre multiculturalisme et mythologie antique

La révision du passé récent cherche une telle réarticulation de l'identité nationale macédonienne qui la rendrait compatible avec les nouveaux « idéaux » politiques du jeune État. Mais les polémiques entre « communistes » et « anticommunistes », yougonostalgiques et VMRO-istes, n'épuisent certainement pas les défis présents du passé. Au cours des dernières années, on assiste également à un révisionnisme historique venu de la minorité albanaise qui joue un rôle de plus en plus important dans la république ex-yougoslave. Les Albanais construisent leur propre mémoire de la seconde guerre mondiale et du communisme titiste, difficile à « digérer » par l'histoire officielle macédonienne.

Un des points le plus contesté concerne l'activité, pendant la seconde guerre mondiale en Macédoine de l'Ouest, des nationalistes albanais appartenant au « Front national » (*Balli kombëtar*). La réhabilitation des *ballistes*, à laquelle s'opposent les historiens académiques macédoniens, est liée à la mise en avant de la mémoire des atrocités commises par les partisans macédoniens. Aujourd'hui, dans le village de Blace, près de Skopje, un monument commémore le massacre d'une centaine de paysans albanais, surtout des vieillards, effectué par un détachement partisan : un fait strictement dissimulé à l'époque communiste<sup>34</sup>. Aujourd'hui, celle-ci n'anime certainement pas l'enthousiasme de la plupart des Albanais ethniques : ils ne s'identifient pas avec un État qui, bien que fédéralisé, a été défini notamment comme « slave ».

Pour contrecarrer le caractère explosif de cette mémoire, certains acteurs politiques essaient de construire une nouvelle identité civique sous les slogans du « multiculturalisme ». Il est déjà tout à fait banal pour les hommes d'État macédoniens de déclarer que leur pays représente « un exemple de démocratie multiculturelle dans les Balkans et en Europe<sup>35</sup> ». Qui plus est, on essaie de légitimer cette revendication par la référence à une histoire macédo-albanaise commune. Les accords d'Ohrid 2001 ont été, eux-mêmes, officiellement inscrits dans une longue tradition historique.

On se réfère par exemple à la célèbre « République de Kruševo » : lors de l'insurrection anti ottomane d'Ilinden (1903), les révolutionnaires macédoniens avaient créé un gouvernement temporaire comprenant des membres de différentes communautés ethno-confessionnelles. L'octroi de droits collectifs aux communautés ethniques serait donc une mise en pratique de principes inhérents à l'histoire de la Macédoine. Cette réinterprétation historique marque un nouveau

34. Les vétérans communistes et les médias pro-SDSM ont réagi bruyamment contre la construction de ce monument : Kuzman Georgievski, « Vo Skopsko Blace se podiga spomenik so izmisljeni fakti », *Utrinski vesnik*, 1er décembre 2004.

35. Selon l'ex-Premier ministre Vlado Bučkovski, [http://sinf.gov.mk/makedonski/arhiva/prikaz.asp/kategorija\\_id=1&soдрzina\\_id=6537](http://sinf.gov.mk/makedonski/arhiva/prikaz.asp/kategorija_id=1&soдрzina_id=6537).

régime symbolique d'Ilinden qui représente aussi la fête nationale de l'État<sup>36</sup>. Celle-ci est dorénavant investie de valeurs qui dépassent le cadre restreint de l'identité ethnique macédonienne et promeuvent une appartenance supra-ethnique et multiculturelle.

Simultanément, on essaie de découvrir des symboles communs susceptibles de « réconcilier » Albanais et Macédoniens. Comme celui de mère Teresa. Née à Skopje, elle a, sur le plan identitaire, un double avantage : « Albanaise ethnique » mais chrétienne, ce qui pourrait susciter peut-être l'identification des Macédoniens. De surcroît, la célébrité internationale de mère Teresa apporte un crédit symbolique à la jeune république indépendante. Aujourd'hui, un monument à la sainte se dresse en plein centre de Skopje, sa maison natale porte une plaque commémorative. En avril 2006, un colloque au sein de l'Académie macédonienne des sciences et des arts (MANU) a également décidé que le héros national albanais – Gjergj Kastrioti, dit Skanderbeg – constitue un héritage historique commun unissant Albanais et Macédoniens<sup>37</sup>. De cette façon, les académiciens ont « résolu » le problème autour du grand monument équestre de Skanderbeg, érigé toujours dans le centre de Skopje par le BDI (DUI), le parti albanais présidé par l'ancien commandant paramilitaire Ali Ahmeti.

Pour l'instant, on ne peut pas dire à quel point les tentatives de construire une mémoire macédo-albanaise et une appartenance multiculturelle seront réussies. La République de Macédoine actuelle ne représente pas l'État-nation des Macédoniens ethniques, rêvé au début des années 1990. Mais les scénarios apocalyptiques de division du pays, indiqués comme inévitables par certains analystes et même tacitement espérés, n'ont pas eu lieu. Aujourd'hui, face à une situation politique difficile, à une évaluation toujours incertaine du communisme yougoslave et à une articulation difficile du récit historique « multiculturel », les autorités macédoniennes cherchent d'autres solutions.

Le gouvernement actuel de Nikola Gruevski s'est tourné résolument vers les imageries de la Macédoine ancienne. À la fin de 2006, on a donné à l'aéroport de Skopje le nom d'Alexandre le Grand. Enfin, ce n'est pas Tito mais le conquérant glorieux de l'Antiquité qui va prendre la place vacante sur la place centrale de Skopje, entre mère Teresa, Skanderbeg et beaucoup d'autres héros (multi)nationaux. En juillet 2008, le premier ministre et d'autres représentants de l'État ont solennellement accueilli le prince Ghazanfar Ali Khan, chef de la tribu pakistanaise des Hunzas. Celle-ci prétend tirer son origine des soldats d'Alexandre et les

---

36. Sur la célébration d'Ilinden, voir Keith Brown, « A Rising to Count On: Ilinden Between Politics and History in Post-Yugoslav Macedonia » dans Victor Roudometof (éd.), *The Macedonian Question: Culture, Historiography, Politics*, Boulder, East European Monographs, 2000.

37. « Skenderbeg e avtentičen junak koj vlezje vo legendata », *Utrinski vesnik*, 6 avril 2006.

hommes politiques de la VMRO-DPMNE étaient heureux d'accueillir des « cousins » dont ils auraient été séparés pendant environ deux mille trois cents ans<sup>38</sup>.

Apparemment, le blocage, par la Grèce, de l'adhésion atlantique et européenne de la République ex-yougoslave ne fait que renforcer les mythes identitaires. La condamnation d'un communisme dont on se souvient avec nostalgie et la souscription aux valeurs du multiculturalisme – deux politiques entreprises en Macédoine plutôt à contrecœur – n'ont pas suffi à son intégration dans le contexte transnational voulu. La réécriture nouvelle de l'histoire nationale macédonienne a au moins le mérite de fournir l'illusion d'une place, dans le contexte européen et mondial, assurée depuis des millénaires.

---

38. Cette rencontre insolite a mérité l'attention de *Financial Times*: « Alexander's 'Descendants' Boost Macedonian Identity », *Financial Times*, 18 juillet 2008.